l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi 4 novembre 1976

No 559

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57962

L'AVEU D'UN SYSTEME BARBARE

Le système pénitenciaire capitaliste est sans doute, et pour cause, un des aspects les moins bien connus du caractère barbare du capitalisme. Et pourtant les murs des prisons où la bourgeoisie enferme des victimes de la misère populaire dont elle s'engraisse, ces murs là ne peuvent plus cacher toute l'inhumanité des rapaces capitalistes. Ceux-ci parlent à profusion de justice, d'égalité, etc...

Mais la réalité est tout autre.

Un rapport présenté devant le parterre des députés «respectables» qui garnissent aux frais du peuple les bancs de l'Assemblée a révélé mardi après-midi que les suicides dans les prisons ont augmenté par rapport à 1974. Le rapport indique que dans l'ensemble des prisons le premier semestre 1976 a été marqué par déjà 24 suicides dont 16 ont concerné des prisonniers âgés de moins de 30 ans et 16 ont touché des prévenus, c'est à dire des personnes arrêtées mais qui n'ont ni été reconnues juridiquement coupables ni jugées !

Le rapport, froid comme une comptabilité, ajoute que «si l'on considère uniquement les condamnés, à l'exclusion de ceux qui sont en préventive, 6 des 8 suicides de 1974 (il y en a eu 25 cette année-là) ont concerné des prisonniers incarcérés depuis moins d'un an et condamnés à des peines inférrieures à 3 ans.»

Et le bilan final du rapport du budget de la «Justice» se termine ainsi sur cette question :

– «1o) environ les 2/3 des suicides sont constitués par des prévenus.

– 2o) les 2/3 des suicides touchent des personnes âgées de moins de 30 ans.

– 3o) la plupart des suicides intervient au début de la détention.

– 4o) en ce qui concerne les détenus (ceux qui ont déjà été jugés) la majorité des suicides se trouvent parmi ceux qui sont condamnés à de courtes peines.

Il apparait ainsi nettement que le système pénitenciaire capitaliste est un instrument de la dictature de la bourgeoisie. Les plus grands criminels poursuivent leurs méfaits impunément : ce sont les rapaces capitalistes qui ne sont jamais rassasiés. *(Suite page 3)*

Devant le 7é Congrès du PTA

Enver Hoxha met en garde tout agresseur éventuel

Dans le rapport qu'il a présenté devant le 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie, parlant de la situation internationale, le camarade Enver Hoxha a adressé une mise en garde à tout agresseur qui chercherait à occuper l'Albanie : «Quant à faire une bouchée de l'Albanie, prenez garde, messieurs, car l'Albanie socialiste est un os dur qui vous reste à la gorge et vous étrangle.

Si les sociaux-impérialistes soviétiques se hasardaient à tenter quelque aventure contre notre pays, ils essuieraient une défaite irréparable. C'est ce même langage que nous tenons à l'impérialisme américain. S'il devait entreprendre une telle agression, lui non plus n'en sortirait pas vivant. Les leçons de ses défaites au Vietnam et au Cambodge sont encore très fraiches à sa mémoire.

Notre peuple n'a jamais eu peur d'aucune puissance, grande ou moyenne, si puissamment armée soit-elle, qui oserait attaquer notre pays, et leur tiendra tête vaillamment, intelligemment et par tous les moyens dont il dispose et il est convaincu qu'il vaincra tout agresseur quel qu'il soit. Cette attitude se fonde sur le sentiment de la saine réalité de notre pays, sur l'unité d'acier du peuple, sur les nobles buts de la défense à outrance de la liberté, de l'indépendance de la patrie et des grandes victoires de l'édification du socialisme, sur ces sentiments que le parti a enseignés à chacun, vieux ou jeunes, elle se fonde sur la préparation militaire intensive de tout le peuple, des soldats et sur la configuration du territoire albanais.

Les agresseurs ne pourront pas faire une promenade en Albanie ! Ils y trouveront la mort. S'il est une chose dont les ennemis doivent être assurés, c'est qu'ils ne pourront pas prendre pied sur notre sol, que leurs armes et leurs bombes ne feront jamais fléchir la grande résistance, l'esprit d'héroisme et les ardents sentiments patriotiques du peuple albanais.»

Le PS contre le syndicat Paysans-Travailleurs

ECHEC D'UNE ANNEE DE MANŒUVRES SECRETES

Le parti de Mitterrand prépare activement les prochaines élections. Il se prépare aussi à gérer les affaires de l'État capitaliste, s'il parvenait au gouvernement en coalition avec le faux Parti communiste français et les radicaux dits de «gauche».

Pour cela, et avec l'évidente bénédiction implicite du PCF, le parti de Mitterrand, tente, à la veille des élections, de mettre en place dans notre pays un syndicat agricole, concurrent de la pro-gouvernementale FNSEA, et entièrement acquis et soumis aux buts et à la politique de ce secteur de la bourgeoisie regroupée dans l'opposition sous le sigle de l'Union de la gauche.

Ainsi depuis le début du printemps dernier commençaient les grandes manœuvres du PS visant à regrouper le Monatar, 6 FDSEA dites de «gauche», des CDJA, et également le syndicat «Paysans-travailleurs».

Aussi dès le mois de juillet – voir la «Faucille »de la première quinzaine de juillet 1976 – nous dénoncions ces agissements et les buts poursuivis par le PS, et mettions en garde les militants syndicalistes, notamment ceux de «Paysans-travailleurs» contre ce qui se tramait dans leur dos sous couvert «d'unité syndicale», de «démocratie» et «dans l'intérêt des luttes et de la mobilisation». *(Voir article page 8)*

Carter nouveau chef de l'impérialisme US

Le capital monopoleur américain a aujourd'hui un nouveau préssident en la personne de Jimmy Carter, grand propriétaire de la Géorgie et candidat du «parti démocrate». La farce de la «démocratie» bourgeoise qui donne à choisir entre différents exploiteurs dans le cadre d'un scrutin qui ne risque jamais de bouleverser l'ordre capitaliste, est terminée aux États-Unis. La pourriture impérialiste qui se manifeste sur tous les plans ne sera pas plus éliminé par Carter qu'elle ne l'a été par Ford, Nixon, Jonhson, Kennedy, Eisenhower et les autres, au contraire.

Tous font promesses sur promesses creuses, sont prêts à décrocher la lune, mais tous sont les hommes de main de la bourgeoisie monopoliste dont la domination est précisément la cause de maux innombrables. Les dépenses militaires directs des USA vont continuer à augmenter tandis que la militarisation accrue de l'économie va continuer d'aggraver la récession.

Dans le même temps, la vie va continuer d'augmenter ainsi que les taxes et impôts divers. Sans parler des autres maux bien connus telles les nuisances diverses, sources de maladies innombrables, ou encore la corruption extrême des mœurs de la société qui vont soyons-en sûrs poursuivre leur travail destructeur sous Carter, avec une ampleur accrue. Nous reviendrons là-dessus. Pour l'instant nous publions des extraits de l'article que nous a transmis notre correspondant aux USA Michel Bataille.

La bourgeoisie américaine a appelé le peuple américain à se prononcer pour savoir à quelle sauce il devra se faire manger pour quel groupe bancaire il veut vendre sa force de travail, pour quels marchands de canons il veut aller se faire tuer sur les champs de bataille. Carter et Ford, les deux candidats des deux principaux partis bourgeois ont joué sur tous les tableaux pendant cette campagne électorale et si sur les problèmes intérieurs ils étaient bien d'accord sur la façon d'exploiter les larges masses américaines, leur ligne politique étrangère et en particulier la nature des relations avec le rival social-impérialiste russe, a été et est resté jusqu'au dernier jour un des éléments essentiels de cette campagne électorale. Ford-Kissinger avaient été les célèbres duettistes promoteurs de la soi-disant détente et nous avions analysé dans un précédent article comment au cours des élections primaires Ford avait dû faire des concessions à son rival à la course pour la désignation au parti républicain : il avait tout d'abord écarté Kissinger de tout rôle actif dans cette campagne, avait abandonné toute référence verbale à la «détente» dans ses discours électoraux, enfin avait été obligé sous la pression des partisans de Reagan d'adopter le fameux amendement sur «la moralité en matière de politique étrangère» qui fustigeait quelque peu les partisans de la prétendue détente, c'est-à-dire de la politique d'«apaisement» face à l'expansionnisme russe.

A cette époque, Moscou, quelque peu agacé de ce revirement de la politique de Ford, avait presqu'ouvertement soutenu Carter qui, même si verbalement il est partisan de négociation «plus fermes» avec l'URSS et s'opposait quelque peu à la diplomatie de Kissinger, ne proposait pas moins une politique plus souple que celle de la présente administration, telle l'acceptation de la participation des partis révisionnistes dans les gouvernements des pays ouest-européens. C'est ainsi qu'on a pu voir dans «France-Nouvelle», organe central du PCF, un article soutenant Carter contre Ford. Mais les dernières semaines de la campagne devaient révéler que les petits revirements de la politique de Ford n'avaient pas fondamentalement remis en question les principes fondamentaux de la politique de relation avec l'URSS.

Dans un débat télévisé, Ford déclarait carrément que les pays de l'Est n'étaient pas sous la domination de l'URSS, tandis que Carter, quelques jours plus tard, affirmait que l'Amérique n'interviendrait pas face à l'invasion éventuelle de la Yougoslavie ou de tout autre pays européen par le social-impérialisme russe.

Nous reviendrons demain sur d'autres aspects de la campagne pour les élections présidentielles américaines.

Albanie

L'INDUSTRIE MINIERE EN PLEIN ESSOR

Une partie importante du Rapport Politique présenté par le camarade Enver Hoxha au 7ème Congrès du P.T.A. était consacrée aux progrès de l'économie socialiste en Albanie. En comptant principalement sur ses propres forces et en luttant pour le renforcement de l'économie populaire et de l'indépendance du pays, les camarades albanais ont remporté de grandes victoires sur plusieurs fronts, notamment l'agriculture et l'industrie minière.

L'article suivant présente l'état de développement de l'industrie extractive et minière, industrie particulièrement importante en Albanie.

«J'ai vu un peuple allant pieds nus sur un sol qui cachait des trésors», c'est de cette façon que s'exprimait un étranger qui traversait l'Albanie dans les années où le peuple albanais souffrait sous l'occupation séculaire. C'était en fait la vérité : le sous-sol d'Albanie cachait des trésors et c'étaient les étrangers qui en tiraient les profits. Bien que pieds nus, le peuple albanais ne déposa pas ses armes et ne se soumit à aucun ennemi, aussi sauvage qu'il fut. Il versa son sang pour défendre le pays et la liberté.

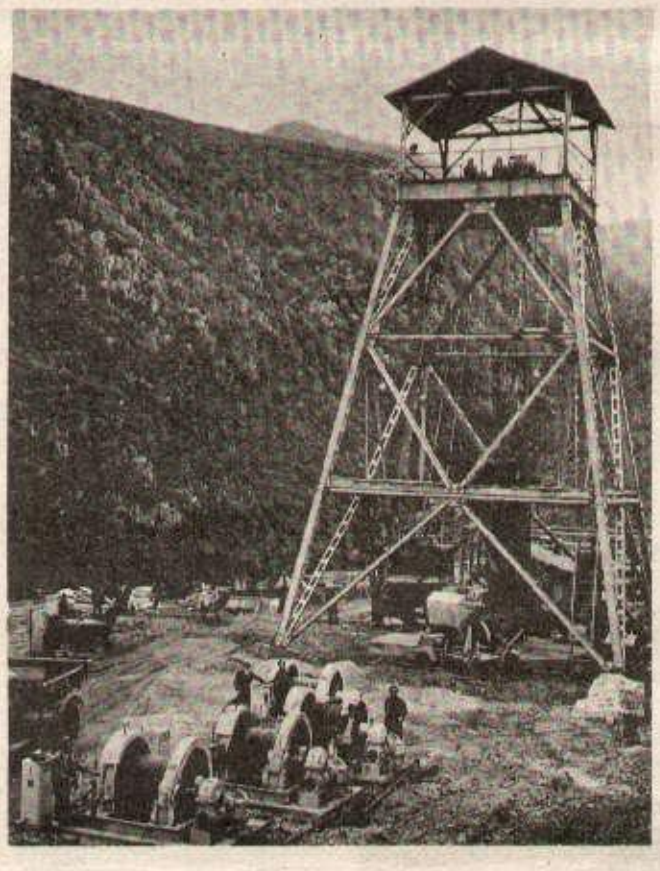
Ce n'est que le 29 novembre 1944 qu'il accéda à la véritable liberté, grâce à sa lutte héroïque de libération nationale dirigée par le P.T.A., formé il y a 35 ans par les communistes albanais avec à leur tête le camarade Enver Hoxha. Ce n'est que dans «les années du parti», comme le peuple albanais appelle les années d'après la libération, que ces trésors précieux du sous-sol ont été mis au service du peuple.

Suivant son programme d'industrialisation du pays, le PTA a donné la priorité au développement de l'industrie lourde, dont l'industrie minière d'extraction et de transformation, en considérant ceci comme un facteur important pour le développement de toutes les autres branches de l'économie populaire, pour le renforcement de l'indépendance nationale et de la capacité de défense de la patrie.

Le résultat : alors que le monde capitaliste est tenaillé par une profonde crise politique et économique, souffre de la baisse de la production, du chômage et de l'inflation, l'Albanie socialiste, en suivant le principe révolutionnaire «appuyons-nous sur nos propres forces», se rend au 35ème anniversaire de la fondation du parti avec une économie en développement et en renforcement continu. L'Albanie possède actuellement une industrie minière développée. Durant les années du pouvoir populaire, elle a ouvert des mines qui, de par leur capacité de production et le niveau de mécanisation ne souffrent pas de comparaison avec le passé. Aujourd'hui, on extrait en trois jours environ toute la quantité de chrome extrait durant l'année 1938 et en un jour et demi le charbon extrait en 1938. De même, aujourd'hui on extrait en six jours le minerai de cuivre produit durant toute l'année 1946.

L'industrie minière a pris un bon développement, surtout à partir des années 1960 lorsque le peuple albanais dut lutter aussi bien contre l'encerclement impérialiste que contre l'encerclement et le blocus sauvage des révisionnistes khrouchtcheviens. C'est justement durant cette période que les géologues et les mineurs albanais, répondant à l'appel du parti, après un travail persévérant, découvrirent et mirent en exploitation de nombreuses mines en refusant de la sorte les prétentions des révisionnistes soviétiques qui considéraient sans perspectives des zones riches en minerai et en réduisant en poussière les plans hostiles et le blocus impérialiste révisionniste.

Par conséquent, en 1975 et par rapport à l'année 1960, l'Albanie a produit 6,3 fois plus de cuivre, 3,5 fois plus de houille, 2,7 fois plus de minerais de chrome, etc. En ce qui concerne la production de chrome, l'Albanie se range parmi les premiers producteurs mondiaux. Le chrome et son concentré, le ferro-nickel, les produits de cuivre, sont également parmi les articles principaux de l'exportation albanaise.



Les travailleurs de la mine de nickel de Pogradec saluent le VIIème Congrès du P.T.A. en augmentant la production prévue.

Le P.T.A. a toujours visé et vise à développer, parallèlement à l'industrie extractive, l'industrie de transformation également. Dans ce sens, on a commencé par la création de la métallurgie du cuivre dont on a déjà assuré le cycle fermé (de l'extraction du minerai à la production des articles en cuivre). Actuellement, on œuvre à créer l'industrie de transformation du ferro-nickel et du chrome. A cette fin servira le complexe sidérurgique en chantier à Elbasan, où l'on a déjà commencé à produire de la fonte ainsi que l'usine de ferro-chrome en cours de construction dans le district de Mati.

Durant le nouveau quinquennat 1976-1980, l'industrie d'extraction et de transformation des minerais fera de grands pas en avant : selon le projet de directives pour le 7ème Congrès du P.T.A., de 1975 à 1980 l'extraction du minerai de chrome augmentera d'environ 46%, de la houille environ deux fois, du cuivre de 57%, du ferro-nickel environ 3,6 fois, etc. Ces accroissements considérables de la production des minerais seront réalisés à la suite de l'introduction de nouveaux systèmes d'exploitation dans les mines existantes, de l'élévation du niveau de mécanisation dans ces mines, ainsi que par la mise en exploitation de nouvelles mines. Actuellement, on travaille à l'ouverture de trois nouvelles mines d'un niveau élevé de mécanisation, qui seront aussi parmi les plus grandes mines du pays : les mines de ferro-nickel à Prenjas et à Gurikuq ainsi que la houillère de Valias qui seront en même temps les fournisseurs principaux du complexe sidérurgique d'Elbasan. On mettra en exploitation nombre de nouvelles houillères et de mines de cuivre et l'on construira nombre de fabriques d'enrichissement de minerais.

Enthousiasmés par les nouvelles perspectives ouvertes au pays à l'avenir, les mineurs albanais ont fait avancer les taux prévus par le projet de directives pour le 7ème Congrès du P.T.A. concernant le sixième plan quinquennal, convaincus que de cette façon ils apporteront leur contribution au renforcement de la dictature du prolétariat et de la capacité de défense de la patrie socialiste.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Le Japon refuse un prêt à l'URSS

Le Japon vient de refuser une proposition soviétique de coopération économique bilatérale liée à une demande de prêt bancaire à long terme.

Cette proposition avait été formulée par Brejnev en personne lors de la visite à Moscou, en août dernier, d'une délégation de la fédération japonaise des organisations économiques. Avide de devises étrangères lui permettant de poursuivre son énorme effort d'armement, Brejnev avait demandé un prêt de 10 à 15 ans avec un intérêt annuel de l'ordre de 5,5 %.

Le gouvernement japonais a motivé son refus par le fait que le montant des prêts déjà consentis par le Japon à l'URSS atteint maintenant 20 % du montant total des prêts consentis par le pays.

Afrique du Sud

Nouvelle grève générale à Johannesburg

Une nouvelle grève générale des travailleurs africains de la région de Johannesburg a débuté lundi matin, à l'appel du Conseil des étudiants de Soweto.

Elle semble d'ores et déjà massivement suivie par les travailleurs africains qui ont déserté les bus et les trains pour Johannesburg.

Cette grève qui doit durer 5 jours a été appellée pour obtenir «la démission du premier ministre Voorster et l'abolition de l'apartheid».

Ce mot d'ordre de grève s'applique à l'ensemble de l'Afrique du Sud et des tracts nombreux ont été distribués, en particulier dans la région du Cap. Cette grève est la 3e appellée, depuis début septembre, par les étudiants africains. Les deux autres avaient déjà été massivement suivies par les travailleurs africains.

La tension est toujours très vive en Afrique du Sud où les patriotes africains luttent avec résolution contre le régime raciste. Le 1e novembre de nouveaux incidents ont éclaté dans la région du Cap. Environ 300 africains ont pris à partie une patrouille de police qui venait d'abattre un prisonnier métis évadé. Les manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles sur la patrouille. Malgré les renforts de policiers dépêchés sur place et ouvrant le feu sur la foule, les patriotes africains se sont emparés du corps de leur camarade et ont refusé de le rendre aux policiers.

CEE Une politique commune de la pêche

La CEE s'est largement engagée dans la voie d'un accord pour une politique commune dans le domaine de la pêche. Un accord politique est intervenu ce week-end à Paris, au cours d'une réunion regroupant les ministres des Affaires étrangères des neuf pays membres de la CEE.

L'accord prévoit notamment :

– la zone de pêche de tous les États membres sera portée à 200 miles marins à partir du 1er janvier.

– un mandat a été donné à la commission spécialisée de la CEE pour engager des négociations avec les pays tiers sur les droits de la pêche.

– une attitude commune sera adoptée par les États membres au cours des prochaines réunions des conventions régionales de la pêche.

La CEE pourra donc engager très prochainement de nouvelles négociations avec l'Islande pour mettre définitivement fin à la «guerre de la morue» qui l'opposait à la Grande-Bretagne.

Cet accord déplaira certainement profondément aux chefs de file du social-impérialisme russe dont les chalutiers usines opèrent de plus en plus près des côtes européennes dont ils épuisent les bancs de poissons, au détriment des ressources présentes et futures des pêcheurs des pays européens.

URSS Grève de la faim des prisonniers politiques

Une centaine de prisonniers politiques soviétiques ont observé samedi une grève de la faim en Union soviétique, comme chaque année à cette période depuis le 30 octobre 1974.

De sources officielles, plus de trente soviétiques auraient été arrêtés et placés en asile psychiatrique pour des motifs politiques ou religieux depuis que l'URSS a signé le fameux accord d'Helsinki.

Parmi elles, figurent quatre dockers de Riga, la capitale de la Lettonie, qui ont tenté en mai 1976 d'organiser une grève pour protester contre le manque de viande. Deux d'entre eux, Serguei Frolov et Janis Varna, âgés de 30 et 27 ans, ont été condamnés en août dernier à 3 ans de détention. Les deux autres, Mikhail Lartchenkov et Andres Goldberg, âgés de 37 et 40 ans, se sont vus infliger deux ans de camp.

nouvelles intérieures

Hausse de l'essence

CEUX QUI PAIENT ET CEUX QUI PROFITENT

Il est des jours où l'absurdité, la faiblesse et l'incurie du système capitaliste apparait plus crûment que d'autres : la journée du 1er novembre 1976 en fait partie..

Au départ, une augmentation du prix de l'essence ou plutôt de la taxe gouvernementale qui y est incluse : c'est une des dispositions du plan Barre.

Mais comme le gouvernement capitaliste est impopulaire et que ses mesures «d'austérité» le sont encore plus, il met en place l'augmentation en douce.

Une note administrative a été prévue pour faire appliquer la mesure avant le week-end prolongé de la Toussaint. Pourtant l'affaire se sait, s'ébruite tant et si bien que le gouvernement recule et rejette la faute sur une «erreur» administrative.

C'est la première partie de cette comédie où l'on voit l'hypocrisie des gérants de l'État capitaliste.

La deuxième partie est encore plus significative. A partir du moment où le gouvernement a annoncé la hausse pour lundi minuit, une hausse de 0,29 F soit près de 15 %, les spéculateurs s'en sont donnés à cœur joie : les gros propriétaires de pompes en premier lieu : c'est ainsi que de nombreuses stations-service ont été fermées quoique les cuves aient été pleines ; pensez, 40 000 litres à 0,29 F de profit par litre, ça fait 1 160 000 centimes ! Ça vaut le coup de fermer à ce prix-là non ?

Résultat, comme le jour de la Toussaint est marqué par de nombreux déplacements, une pagaille aggravée a pu être constatée sur les routes.

Pour se dédouaner le gouvernement et la presse à sa solde ont fait du tapage autour du soi-disant manque de civisme des pompistes, c'est-à-dire des nombreux petits détaillants et aussi des automobilistes.

Mais cela ne peut masquer que c'est le gouvernement capitaliste, en opérant une saignée fiscale camouflée, et les trusts pétroliers en augmentant régulièrement leurs superprofits qui bénéficient d'une oppression accrue sur les masses populaires.

Drôle d'attentat...

Décidément les mil ieux fascistes font beaucoup parler d'eux ces temps-ci, et notamment le nazillon en chef du «Front national» Le Pen.

Il y a quelques temps, on apprenait qu'il était devenu l'héritier, dans des conditions mystérieuses, d'un milliardaire de l'industrie du ciment, mort dernièrement.

Il y a quelques jours, il publiait un communiqué pour faire savoir qu'il n'avait rien à voir dans le hold-up de Nice, dans lequel un bon nombre de ses amis sont compromis. Pourquoi donc, ces temps-ci, tellement de personnes cherchent-elles à dégager leurs responsabilités dans cette affaire, de Le Pen au maire de Nice ? Craindraient-elles que l'on puisse avoir des soupçons justifiés sur leurs relations ?

Enfin, mardi matin, un «attentat» avait lieu au domicile de Le Pen, qui n'a pas eu la moindre égratignure. Toujours est-il que cet «attentat» semble arriver à point pour le chef nazillon. Le voilà maintenant présenté comme une «victime des terroristes».

A un moment où lui-même et ses amis se voient mêlés à des affaires de gangstérisme, cet attentat vient à point nommé pour tenter de détourner l'attention.

Et si c'était Le Pen lui-même et ses amis qui avaient organisé «l'attentat» en question ? Il y a quelques temps, n'a t-on pas appris qu'un tel attentat commis contre le torchon «Minute» et dont les «gauchistes» avaient été accusés, avaient été en réalité commis par des fascistes proches de «Minute». Ces gens-là ont beaucoup appris auprès d'Hitler et rééditent régulièrement des provocations destinées à alimenter leurs campagnes fascistes.

C'est ainsi que dès mardi après-midi, le «Front national» de Le Pen publiait un communiqué réclamant «le renforcement immédiat des mesures destinées à protéger les français contre les entreprises de terroristes recrutés par les ennemis de la France et de la paix publique dans les milieux de l'immigration ou de ses alliés».

Le racisme a toujours été le moyen utilisé pour tenter de détourner l'attention des vrais gangsters qui évoluent souvent dans les sphères gouvernementales.

L'AVEU D'UN SYSTEME BARBARE

Suite de la p. 1.

Ceux-ci, pour atteindre le profit maximum, n'hésitent jamais par exemple à «restructurer» et à jeter sur le pavé des centaines de milliers de travailleurs. Les mêmes, lorsque les travailleurs ne peuvent plus payer leurs loyers, envoient l'huissier et condamnent des familles entières à l'expulsion, les mêmes toujours font mourir quotidiennement pour le profit des dizaines d'ouvriers exposés à de dangereux accidents du travail, etc. Mais ces grands criminels courent en liberté. Mieux, c'est leur police, leurs juges qui enferment dans des prisons surpeuplées des victimes de leur système d'oppression ; car on ne le dit pas assez, dans les prisons françaises, c'est avant tout ce que la bourgeoisie appelle des petits délinquants qui croupissent.

Les suicides ne sont qu'un reflet du désespoir qui frappe les détenus : en les mettant en prison, les capitalistes visent ni plus ni moins qu'à leur destruction ; c'est pour cela que les suicides doivent être comptabilisés au nombre des crimes du capital : des crimes que la poignée de main démagogique à un détenu du genre de ce que fit Giscard à Lyon, ne peut cacher.

Après la visite de Mitterrand en Israël

Le PS contre les peuples arabes

Mitterrand est rentré en France après avoir effectué un voyage officiel de plusieurs jours en Palestine occupée (encore appelée Israel) sur l'invitation des dirigeants sionistes.

C'est là que Mitterrand a fêté son soixantième anniversaire au milieu de ses amis socialistes au pouvoir en Israel.

Lors de son séjour, il devait notamment déclarer : «Le parti socialiste a certains principes, des points fixes : par exemple, le droit pour Israel, non seulement de vivre et de se développer, mais également d'avoir les moyens de préserver son existence». Existence reposant sur l'expulsion du peuple palestinien de sa patrie, sur le terrorisme anti-arabe, sur le racisme, ainsi que l'a proclamé l'ONU. Les «droits» dont parle Mitterrand sont tout simplement ceux de poursuivre l'occupation militaire de la Palestine ainsi que d'autres territoires arabes, d'assassiner ceux qui luttent pour la libération de leur patrie, de se livrer à l'agression contre les pays arabes voisins.

Cet ami des sionistes voudrait aussi passer pour un «ami» des arabes : au cas où il viendrait au gouvernement, on ne sait jamais.

Aussi, tout en soutenant sur le fond l'occupation de la Palestine, il demande à ses amis, trop ouvertement fascistes, de faire preuve de plus de «souplesse». Il propose notamment à ce sujet la création d'un État croupion où seraient regroupés les Palestiniens. Ce qui n'est d'ailleurs pas différent de ce que proposent et veulent imposer aux Palestiniens les révisionnistes soviétiques et français. Ils veulent ainsi, en se donnant des airs «d'amis des peuples arabes», amener le peuple palestinien à renoncer à sa patrie usurpée depuis 1948. Mais le peuple palestinien n'a jamais renoncé et ne renoncera jamais à libérer l'intégralité de son pays.

Mitterrand devait encore parler du Liban, s'en prenant aux pays arabes et au peuple palestinien, passant évidemment sous silence les agressions répétées commises par l'Etat sioniste contre le Sud-Liban.

Tout ceci ne fait que confirmer ce que l'Histoire avait déjà enseigné : les socialistes sont des ennemis des peuples arabes, des soutiens des agresseurs sionistes.

Il suffit de rappeler que c'est le socialiste Guy Mollet qui organisa l'agression contre l'Egypte, sur le canal de Suez, en commun avec l'armée sioniste. C'est le gouvernement socialiste qui engagea la sale guerre contre le peuple algérien.

C'est, il y a quelques années, Mitterrand qui recevait Golda Meir à Paris, peu de temps après que les services secrets sionistes aient assassiné le représentant de l'OLP en France.

S'ils étaient au gouvernement, ils n'agiraient pas différemment de ce qu'ils ont toujours fait hier et aujourd'hui. La visite de Mitterrand en Palestine occupée en est le dernier témoignage.

Mitterrand avec Golda Meir qui dirigea durant des années la politique sioniste d'agression contre les pays arabes.

Avec Moshe Dayan, celui qui fit sa réputation en pratiquant à grande échelle le terrorisme anti-arabe, en coopérant avec les Américains au Vietnam, en fournissant des hommes de main aux racistes sud-africains.

EN FEUILLETANT L'HUMANITE-DIMANCHE

Giscard d'Estaing, dans son livre «La Démocratie française», condamne le «collectivisme» qu'il assimile au «nivellement» et à «l'uniformité», tout en s'apitoyant sur le sort des «petits et des faibles» et en mettant en garde contre les étalages trop scandaleux de richesses, les enrichissements non justifiées par «le travail au grand jour et le talent», les privilèges trop criants qui menacent de rompre «la cohésion sociale».

Son livre a fait école. Dans le dernier numéro de «l'Humanité-Dimanche», l'éditorial affirme : «C'est ici, dans ce pays, que le collectivisme menace. Nous le combattons aujourd'hui. Nous n'en voulons pas demain.»

Et auparavant, le collectivisme, c'est-à-dire la collectivisation des moyens de production, la base économique du socialisme, est présenté comme «l'uniformité, la grisaille, la banalité».

Dans le même journal, l'article de fond présente les ouvriers comme des «pauvres» sur lesquels il faudrait s'apitoyer et il ne critique pas l'exploitation capitaliste mais seulement les dépenses de luxe et certains gaspillages outranciers : achats de Rolls, repas et réceptions dans des châteaux, jeux de casino.

Dans ce même numéro 39, décidément très intéressant, en plus des 10 pages rubrique télé et des publicités sur les machines à laver Brandt et les potages Maggi, on peut également lire un article intitulé «Pour ou contre Michel Sardou» où Gilles Crescent ose écrire : «Je suis irrité comme d'autres personnes lorsque Sardou, en pleine guerre du Vietnam, rend hommage à l'armée américaine. Mais se proclamer pour la chanson engagée implique que l'on reconnaisse à chacun le droit de s'engager dans le sens qu'il lui convient. Je suis pour Sardou parce qu'il est, à sa manière, le témoin de son temps.»

On pourra lire enfin les petites annonces écœurantes du PCF lui-même : «Si vous êtes cultivés politiquement, accrocheur, attaché à la presse démocratique, intéressé par la régie publicitaire, nous vous offrons de développer une clientèle existante, nous vous apportons dans un marché en expansion la possibilité de vous réaliser, nous vous rémunérerons en fonction de vos réalisations et de vos capacités.»

Décidément, Giscard ou PCF, mêmes arguments, mêmes méthodes, même combat

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Dans les entreprises

La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement (5)

L'opposition au révisionnisme grandit

Certes, le révisionnisme a encore une influence prépondérante dans le mouvement ouvrier, il se trouve toujours là pour faire obstacle au développement du mouvement de masse (ouvriers, petits paysans, étudiants-enseignants), c'est le cheval de Troie de la bourgeoisie. Mais en rester là serait pour le moins faire preuve de pessimisme et avoir un point de vue statique. Or les choses évoluent, ils étaient hier hégémoniques et se trouvent aujourd'hui de plus en plus contestés. La classe ouvrière et les masses populaires sont amenées à constater que ces prétendus «amis» sont des charlatans réactionnaires. La pratique des masses elles-mêmes et les explications politiques des marxistes-léninistes ont permis d'élever le niveau de conscience des masses.

Si l'on analyse les phénomènes dans leur développement, que l'on voit les choses du point de vue de l'avenir, alors on a confiance. Les révisionnistes sont comme tous les réactionnaires : forts en apparence mais faibles en réalité ; ce sont des colosses aux pieds d'argile. Non ! Ce ne sont pas les politiciens révisionnistes qui font l'histoire, ce sont les masses, les millions de prolétaires, de petits paysans, d'employés...

Les révisionnistes sont aujourd'hui contestés par leur propre base, voilà qui annonce pour eux des lendemains qui déchantent ! Reste un pas décisif à franchir : le rejet massif et définitif de leur politique. Ce n'est pas une mince affaire, le PCMLF et les marxistes-léninistes de l'HR y travaillent et tous les travailleurs conscients doivent y contribuer (certains l'ont déjà fait, tout au moins partiellement), c'est une condition primordiale pour hâter le moment décisif de la destruction complète du système capitaliste et édifier le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

L'opposition au révisionnisme se manifeste sous de multiples formes, dont la pratique sociale est le ferment.

ÉCHECS DES RÉVISIONNISTES DANS PLUSIEURS MOUVEMENTS DE MASSE...

La coordination des luttes apparait comme une nécessité de plus en plus ressentie par les travailleurs, ce n'est pas un fait du hasard. L'accentuation de l'exploitation capitaliste, de la politique d'austérité et de paupérisation (plan Barre), le développement du chômage (quoiqu'en disent les chiffres «officiels») et de la répression patronale et gouvernementale (policiére et parfois de l'armée), ajoutons à tout cela la politique des directions syndicales et de leurs tuteurs (PCF-PS), tout cela fait que les travailleurs sont de plus en plus amenés – en comptant sur leurs propres forces – à coordonner leurs actions pour organiser une riposte de masse et de classe. Pour l'instant toutes les attaques portées contre eux par les révisionnistes (par exemple l'exclusion de la CGT de militants de l'Imprimerie rouennaise, parce qu'ils participaient à la coordination, s'est soldée par une solidarité des ouvriers de l'IMRO autour des «exclus» et contre les révisionnistes) et les sociaux-démocrates de la direction CFDT (les attaques de Maire contre la coordination et son appel à ne pas y participer) n'ont pu empêcher ce mouvement de continuer et même de prendre de l'ampleur.

Il en est de même pour *les foyers Sonacotra*, où le comité de coordination et une masse de plus en plus grande de résidents, dénoncent le révisionnisme comme un ennemi de la classe ouvrière qu'il faut combattre au même titre que la bourgeoisie au pouvoir.

Il en est encore de même dans la lutte pour un *«statut des travailleurs en formation»* (secteur social et santé) où, bien que les révisionnistes se rangent dans le camp de l'État-patron, le mouvement s'est renforcé.

... ET DANS LES USINES

Rappelons pour mémoire qu'au comité d'établissement de la SNECMA à Corbeil (91), les travailleurs du CE et de l'usine avaient fait échec aux licenciements de 3 d'entre eux qui avaient été décidés par les patrons... en l'occurence la CGT !

Et l'EGF (Sarthe)

Au cours de la réunion du 1er octobre (dont nous avons fait état dans les articles précédents), c'est un dirigeant local du GNC (CGT des cadres à l'EDF) qui, en guise d'introduction, a expliqué les grandes difficultés rencontrées lors des actions de mai et juin qui ont été de véritables giffles pour les révisionnistes. Ceux-ci avancent 3 raisons principales de leurs échecs :

1) «L'effet nocif de la propagande gouvernementale». 2) «La grande confusion – même *chez certains responsables* – au sujet de la revendication principale CGT/GNC» (augmentations hiérarchisées). 3) «La difficulté de pénétration plus ample du GNC qui "se maintient sans plus", "il semble que les gens du GNC aient peur d'aller vers les gens pour les convaincre"»

A cela il faut ajouter une raison très importante : les contradictions entre d'une part adhérents de base, militants de base et même certains dirigeants locaux de la CGT, et d'autre part le GNC.

Quant au permanent national (CGT et PCF) qui dirigeait la réunion, il a avoué qu'il fallait rajouter : *«Le manque d'efficacité de la propagande CGT»*. Il s'est ensuite livré à une démonstration de la théorie du PCF sur «l'Union du peuple de France contre le grand capital». En bafouant toute analyse marxiste des classes sociales – de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise – il en arrive à substituer la contradiction bourgeoisie-prolétariat par «capitalisme monopoliste *PRIVE/ tous ceux qui vivent de leur travail»* ! En somme pour eux, tous les salariés ! Ça va loin ! Ce n'est pas avec une telle politique qu'ils risquent d'enthousiasmer la classe ouvrière ! Pourtant le permanent EGF a fait appel à la nécessité d'être «offensifs et persuasifs» pour faire triompher le point de vue de la CGT. Comme pour se rassurer, il a terminé sa palabre par un cocorico : «Nous sommes les seuls à avoir raison » !

Pour le 7 octobre, les dirigeants révisionnistes ont fait état de négociations très difficiles avec la CFDT, qui deviendrait de plus en plus «hargneuse et arrogante» (comprendre par là : qui se laisse de moins en moins marcher sur les pieds, vu un certain renforcement au Mans lors des récentes élections professionnelles, au détriment de la CGT) ! Ils ont avoué qu'ils étaient *«inquiets pour les lendemains du 7»* !

Usine Souriau (la Ferté-Bernard, Sarthe)

Le 7 octobre, les marxistes-léninistes de la Ferté-Bernard diffusaient aux portes de l'usine Souriau un tract reprenant les grandes lignes de la déclaration du Bureau politique du PCMLF («Non au plan Barre, non au Programme commun»), il posait aussi quelques questions fort pertinentes démasquant la pratique des dirigeants CGT. Il disait : «Si ça n'est pas vrai que le Programme commun veut faire payer la note au peuple,

– pourquoi ses défenseurs sont-ils pratiquement muets sur les 200 usines (et plus) occupées par les travailleurs qui refusent dans les faits de faire les frais de la crise du capitalisme ?

– pourquoi les défenseurs du Programme commun à l'usine n'ont-ils rien dit quand les travailleurs de Souriau ont appris que les bénéfices de leur patron avaient augmenté de 70 % (une paille) en un an ?

– pourquoi les défenseurs du Programme commun à l'usine ne savent plus répondre qu'une seule chose aux travailleurs qui ne sont pas d'accord avec eux : des injures et des menaces, créant ainsi la division parmi les ouvriers ?

– pourquoi vont-ils jusqu'à cacher leurs actions aux travailleurs n'hésitant pas à mentir pour se justifier ?

Il faut se rendre à l'évidence, ces gens là se moquent des intérêts du peuple, une seule chose les intéresse : prendre le pouvoir pour leurs intérêts et ceux de leurs amis et s'ils appellent à débrayer aujourd'hui çà n'est pas pour lutter pour la défense de nos intérêts de classe, mais pour essayer de rallier à leur Programme commun en prévision des élections à venir».

Le moins que l'on puisse dire c'est que ce tract a déclenché la colère des révisionnistes. Le 8, à midi, ils diffusaient un tract qui, à défaut de répondre aux questions posées, diffamait, injuriait un camarade sans avancer le moindre argument politique. (Cf. Fac-similé)

Devant ce flot d'injures pour un travailleur qui a été pendant 3 ans délégué du personnel sur la liste CGT, la réaction des travailleurs a été immédiate : colère dans toute l'usine et dans certains ateliers c'est par dizaines qu'ils sont allés demander des explications aux «cadres» CGT qui étaient bien en peine de fournir autre chose que des injures supplémentaires et des excuses du genre «nous ne nous laisserons pas calomnier».

Ce mouvement est profond puisque le lundi la lutte reprenait et le secrétaire syndical devait essayer pendant des heures d'expliquer son attitude à des travailleurs en colère.

Un militant CGT, délégué au CE s'est désolidarisé publiquement de la forme (attaque personnelle) du tract et un technicien militant CGT dans le 2e Collége s'est désolidarisé du tract estimant qu'il était à la CGT pour lutter contre le patronat et pas pour attaquer des travailleurs.

Le responsable du PCF, conseiller municipal, candidat aux cantonales en a profité pour essayer de provoquer des affrontements physiques entre les ouvriers, mais cette manœuvre aussi a échoué et finalement ce tract CGT a pour résultat principal d'unifier les ouvriers de Souriau sur des positions antirévisionnistes.

Au verso de son tract la CGT reconnaissait que chez Souriau le 7 n'avait pas été un succés.

Le 7 octobre et ses suites

Mais il n'y a pas que là où les révisionnistes ont eu des difficultés à faire passer leur camelote du Programme commun, les exemples de Renault-Billancourt (HR No 543-544), Lemaire et Dillies à roubaix (HR No 555), aux PTT (HR No545) ... ont témoigné qu'il fallait être offensif contre la clique au pouvoir et leurs compères de «gauche» qui aspirent à l'être. La lutte dans les syndicats se fait de plus en plus aiguë entre le ligne prolétarienne et la ligne bourgeoise révisionniste-réformiste.

Le 23 octobre beaucoup ont refusé de participer à la mascarade électoraliste du Programme commun et les dirigeants révisionnistes ont essuyé un fiasco complet.

Des sections syndicales adoptent de justes positions par rapport aux moyens d'actions à utiliser, telle une section SGEN-CFDT de Paris (ministère de l'Éducation secrétariat aux Universités, secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports) qui rappellent des principes de l'action syndicale :

– ce sont les travailleurs qui doivent décider de tout.

– Les décisions doivent être prises en assemblées générales après débat.

– les formes d'actions sont décidées par le personnel.

– Unité syndicale sur la base des revendications des travailleurs.

– Établir un rapport de force au niveau national.

HALTE A LA CALOMNIE ! qui ne sert qu'aux patrons

Souriau, les patrons fertois peuvent être contents, le tract de l'Humanité Rouge attaquant la CGT,calomniant les militants à l'intérieur de l'entreprise,et distribué le matin de la journée nationale d'action du 7 Octobre,aux portes de l'entreprise,ne pouvait pas mieux tomber pour voler au secours d'un patronnat inquiet de la riposte opposée au plan d'austérité Giscard Barre qui va frapper durement TOUS les travailleurs.

L'anti-cégétisme,l'anti communisme du "Maître à penser" de l'humanité rouge travaillant chez souriau, l'aveugle tellement qu'il n'est pas à un mensonge près,qu'il n hésite pas à falsifier des faits,déformer des positions de la CGT,exploiter des ragots sans fondement pour déverser son venin

Ce n'est pas nouveau nouveau. Après avoir distribué des tracts et journaux(datés du 19 Fevrier 72) contre la CGT, contre des militants (secrétaire du CE et secrétaire syndical) de chez Renault au Mans, sa conduite n'a pas changé.

Le partisan de la lutte classe contre classe (emploie un beau verbiage) qui préconise l'emploi de la force et des fusils dans quelques uns de ces écrits a d'ailleurs un courage particulièrement éloquent

Il le prouve en faisant distribuer les fruits de ses élucubrations mensongères et ignobles par son épouse.

Ce mesquin,qui pratique le travail des taupes, a besoin de repos pour réfléchir, ce qui lui évite de ne pas être à son aise quand les travailleurs de son secteur débrayent le 7 Octobre.

Mais au fait,alors que de très nombreux travailleurs de La Ferté Bernard ont répondu à l'appel de la CGT,en participant à la manifestation

Mas (Toulouse) **Face à la cohésion patronale**

Unité et solidarité des travailleurs

Mas est une entreprise de confection. Les 540 ouvriers, en majorité des femmes, sont en grève depuis le 15 octobre pour une augmentation de salaire. La production est bloquée et la combativité des travailleuses est très forte.

La télévision régionale a dit qu'il n'y avait chez Mas que 50% de grévistes. C'est faux. Plus de 90% des travailleuses ont voté la grève le 15 octobre et la reconduisent tous les jours à l'unanimité.

Chez Mas, la moyenne des salaires est de 1400,00F. Les ouvrières se sont mises en grève pour une augmentation de 90 centimes de l'heure. La réunion paritaire qui oppose les patrons de l'habillement et les représentants syndicaux avait accordé 60 centimes d'augmentation et maintenant, le patron «pourrait faire une avance jusqu'en mars» en se basant sur les estimations de l'INSEE. Les grévistes le refusent : «C'est des miettes qu'il veut nous donner. On a besoin de ces 52,00F d'augmentation par mois. Alors, on continue à se battre».

Si le patron ne veut pas céder, c'est qu'il a derrière lui tous les patrons de l'habillement : Carcel, Ramonède, Etchepart, Guichond. Leur objectif : ne pas montrer leur faiblesse face à l'offensive d'une telle grève. Et surtout, ne pas créer d'antécédent : si les ouvrières de chez Mas obtiennent satisfaction, il y aura un renouveau de combativité dans toutes les autres entreprises.

Si le patron ne veut pas céder, c'est aussi pour appliquer le plan d'austérité. Le plan Barre prévoit en effet un blocage très strict des salaires et un contrôle sévère de l'application des mesures anti-inflation. Mais les ouvrières de chez Mas sont déterminées. Elles luttent dès maintenant pour une augmentation de salaire. Elles disent non au blocage des salaires, non au plan Barre.

Les travailleurs en grève devant l'usine

Les grévistes de chez Mas ont à faire face à une cohésion patronale. Elles en ont conscience et c'est pour cela que dès le premier jour, elles ont organisé le soutien. Elles vont dans les usines de Toulouse expliquer leur lutte et faire des collectes. Elles appellent toutes les entreprises de l'habillement à les soutenir par des actions qui mettent en échec la cohésion patronale, des débrayages massifs.

Déjà les ouvriers de Bordelougue ont débrayé à chaque entrevue avec le patron ; Ramonède, Carcel, feront des débrayages également. Mais la solidarité ouvrière doit s'amplifier pour obliger le patron à céder.

Les ouvrières
marxistes-léninistes
de chez Mas

La lutte des «Pouteau» à Laval continue !

Au cours de l'assemblée générale du 26 octobre 76, les «Pouteau» en lutte depuis 4 semaines ont suspendu la grève avec occupation des locaux.

Pourquoi cette décision ?

La bourgeoisie a réussi par de basses manœuvres (filouteries des cadres, chantage, promesses orales) à démobiliser les travailleurs par l'intermédiaire d'un juge-commissaire qui a lancé l'ultimatum suivant : suspension de la grève : salaire d'octobre ; continuité de la grève : pas de salaire d'octobre.

Pourtant, ce jour là, les sections syndicales appuyées par beaucoup de travailleurs ont mis en garde leurs camarades contre la suspension de la grève et l'arrêt de l'occupation des locaux. Celle-ci donnait en effet une position de force aux travailleurs pour faire valoir leurs revendications : droit au travail, refus de la liquidation de l'entreprise, contrôle du paiement des indemnités et des salaires.

Momentanément, la bourgeoisie est arrivée à ses fins. Depuis 6 mois, elle jouait avec le moral des travailleurs (fausses nouvelles de rachats ou de relève...). Mais contrairement à ce qu'elle voulait,

Les sections syndicales et une partie des travailleurs ne baissent pas les bras.

Ils appellent tout le personnel de l'entreprise à se réunir tous les matins en assemblée générale à 9 h au local syndical de l'entreprise pour déterminer les modes d'action immédiats et futurs. Ils ont compris et voudraient faire comprendre aux autres travailleurs les manœuvres de la bourgeoisie qui veut empêcher l'union de tous pour en finir le plus vite possible avec cette entreprise.

Ils ne sont pas dupes des manœuvres de division et la lutte continue ! L'arrêt signifie pour tous : demain le chômage et le pointage, demain s'expatrier dans d'autres régions pour trouver du travail (mais lesquelles ?).

De toute façon, il n'y a pas de possibilité de reclassement dans notre région (quand on pense que le PCF avance comme mot d'ordre pour les Pouteau : pas de licenciement sans reclassement véritable !).

Les travailleurs savent que leur seule chance, c'est de conserver leur droit au travail, c'est la continuité de l'entreprise : l'affaire Pouteau est plus que jamais l'affaire de tous !

Car demain, il y aura des répercussions à tous les niveaux dans la vie économique de la région (licenciements en prévision chez du nombreux sous-traitants, déjà 9 à Laval chez Praizelin).

Les «Pouteau» continuent leur combat pour l'emploi,

Les «Pouteau» s'opposeront au démantèlement de l'entreprise,

Les «Pouteau» ne céderont pas aux pressions exercées par les rapaces capitalistes.

Déjà la solidarité s'est faite autour des Pouteau. 600 personnes sont venues les soutenir au gala-meeting du 22 octobre organisé par le comité de grève et le comité de soutien. La caisse du comité de soutien se remplit. Mais cette solidarité doit continuer. Plus que jamais les travailleurs en lutte en ont besoin ! Le comité de soutien, toujours sous le contrôle des travailleurs, continue à populariser la lutte et à renforcer le soutien financier. Faites des versements au : CCP 262507 F Rennes, M. Le Foll Jean-Pierre.

Les «Pouteau» vaincront.

Correspondant HR.

Nantes

Trois semaines de grève à l'école de service social (3)

Nous terminons aujourd'hui la publication du récit, fait par des élèves assistantes sociales, de la lutte menée à l'école de service social de Nantes pour obtenir de meilleures conditions pour effectuer leurs stages.

A la fin de cet article, les élèves tirent les premières conclusions de cette lutte.

Devant la fermeté du mouvement le conseil d'administration se termine par la constitution d'une commission d'étude dont le but est :

– évaluer les coûts des stages pour la période allant de septembre à décembre 76 ;

– d'étudier les revenus des étudiants (ressources individuelles).

Le conseil d'administration, lors de sa réunion le 27 octobre, sur la base de cette étude déterminera le montant global de la somme accordée.

Les étudiants seront alors indemnisés en fonction du coût de leur stage et en fonction de leurs ressources individuelles.

Cette proposition rentre encore une fois en contradiction avec celle des étudiants. En effet pour les étudiants, la commission doit prendre en considération les situations particulières des stages et attribuer une indemnité sur ce critère et ne pas considérer les situations particulières de chaque étudiant.

Une fois de plus nous devons déjouer les manœuvres du président. Il nous fait savoir que si nous n'acceptons pas les bases de travail de la commission, celle-ci ne se réunira pas. Malgré tout, elle se réunit le mercredi 20 au soir et elle se réunit sur les bases proposées et exigées par les étudiants. A 21 h 15, nous avons le résultat de la commission. Nous décidons alors de reprendre les cours et les stages le jeudi matin 21 octobre.

La satisfaction des ces revendications n'est qu'une étape dans la résolution des problèmes spécifiques aux écoles de service social. L'école de Nantes reste en liaison avec les autres écoles de la région et les professionnels du service social pour un travail conjoint portant :

– sur l'élaboration d'une convention de stage,

– sur l'élaboration d'un statut de moniteurs et monitrices de stages,

– sur la reconnaissance du statut de travailleur en formation

Quelques conclusions

Nous n'avons pas encore fait le bilan de cette lutte, mais déjà nous pouvons dire :

– Nous avons eu raison de ne pas céder dès le départ aux menaces, chantages et intimidation de la directrice et de porter jusqu'au bout nos revendications par le moyen exceptionnel de la grève générale. L'unité, la participation quasi-générale, la mobilisation et la détermination des étudiants, le fonctionnement par assemblées générales et commissions ont fait la force du mouvement et de la lutte. L'élément qui a joué positivement en faveur de l'unité à la base est le soutien réel apporté par le personnel en grève par solidarité. Le personnel a repris le travail le mercredi 20, estimant les négociations effectivement ouvertes. Ceci était tout à fait son droit légitime. Nous remarquons cependant un aspect plus négatif en ce sens que les profs avec toute la charge de leur statut ont cherché à influencer les étudiants, leur disant que leur intérêt était sans doute de reprendre le mercredi matin, alors qu'ils avaient eux-mêmes voté quelque moment auparavant la reprise des cours et des stages le jeudi matin, à la condition cependant que la commission se réunisse sur leurs bases.

– Nous avons réussi à ouvrir quelques contacts et à établir quelques relations avec les autres travailleurs sociaux, à établir un minimum de relations, de coordination avec les conflits actuellement en cours dans notre secteur.

– Nous commençons à percevoir que les revendications actuelles des travailleurs sociaux sous-tendent des problèmes de fond concernant l'organisation mais aussi la finalité du travail social dans notre société capitaliste. Dans notre société de classe, le service social est un palliatif qui tente de masquer les inégalités engendrées par le système économico-politique.

– Nous avons obtenu quelques résultats. Ceux-ci sont tout à fait minimes, aléatoires, nous devons poursuivre l'action, car nous n'avons rien obtenu en ce qui concerne la revendication sur les terrains de stages plus proches de Nantes par exemple.

Contrairement au point de vue de la directrice et de celui de la plupart des membres du conseil d'administration, notre mouvement de grève n'a pas été un temps d'amusement, de «petit jeu» autrement dit du temps perdu, gâché. Nous considérons tout au contraire que nous avons vécu une période riche et très formatrice, même du point de vue de notre formation, de la connaissance du service social (ses structures son organisation, etc.). Nous avons pris en charge cette grève tant dans son contenu que dans ses aspects organisationnels et financiers.

Des élèves assistantes sociales.

Enseignement

Rostrenen (Centre-Ouest-Bretagne) A Campostal, la grève de la faim terminée,

LA LUTTE CONTINUE

Rappelons les faits : deux lycéens et un paysan ont fait une grève de la faim de 13 jours pour la réintégration dans un collège privé d'où ils avaient été renvoyés, pour avoir rédigé «des textes inacceptables dans l'établissement» et pour être fils de syndicalistes paysans.

La lutte a été menée avec l'aide d'un comité de soutien qui regroupait des lycéens, des ouvriers, des paysans et des enseignants.

Les organisations représentées se répartissaient entre les Paysans travailleurs, le MODEF, la CFDT enseignement libre, le SGEN, l'Union locale CFDT, la JEC (Jeunesse étudiante catholique), le CMR (Chréciation pour une prise de position des APEL (Association de Parents d'Eleves des Ecoles libres)

3) manifestation à l'Inspection diocésaine

4) occupation de l'évêché à plusieurs reprises

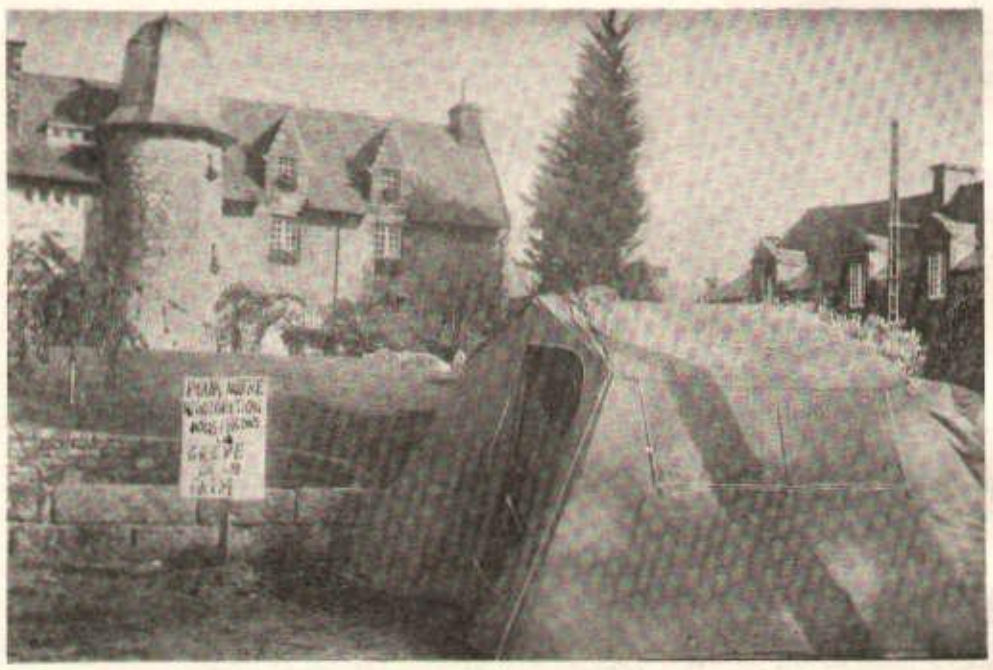
5) multiples tentatives de négociation.

Tout au long du conflit des modes d'action plus «radicaux» ont été rejetés au bénéfice «d'actions dignes» proposées par le PS et la section CFDT des enseignants de Campostal et les différents groupes «catho».

En ce qui concerne la municipalité (P.C.), elle a gardé un silence religieux, occupée ces jours-là par l'organisation du pélerinage Marchais à St Brieuc et par peur de perdre des voix.

Face à une bourgeoisie locale d'extrême-droite, très violente dans la défense de son école, le comité de soutien s'est heurté dans ses négociations à un refus de prise de position de l'église. La seule réponse : l'acceptation des deux lycéens dans un autre établissement privé avec bourse spéciale, non par charité de la direction de cet établissement, mais surtout parce que ce conflit avait déjà trop duré.

Un point positif toutefois : les éléments les plus décidés des lycéens, de la CFDT et des paysans travailleurs sont restés organisés dans un comité de défense de la liberté d'expression à l'école. La mobilisation et la coordination lycéennes se sont renforcées.



UN GREVISTE RACONTE

La grève de la faim a été pour nous une offensive contre la répression fascisante qui s'est installée à Campostal : suppression de la liberté d'expression et renvoi des auteurs de «Contrepoids», journal des élèves.

Elle nous a permis non seulement de lutter pour la réintégration qui est un droit mais aussi pour montrer au travers de faits ce qu'est réellement l'école «libre» catholique.

La réaction de la bourgeoisie locale (menée par les gros commerçants et appliquée par des paysans riches) a été de venir défendre les dits intérêts de l'Etablissement contre les «rouges». C'est la démonstration que l'école appartient à la bourgeoisie, est chargée de reproduire les classes sociales et les intérêts bourgeois. Elle est au service d'un système en place et c'est lui qui lui donne cette tâche. Elle ne constitue qu'un vulgaire moule dont le but est de fabriquer des êtres qui n'ont pas à penser ni à réfléchir, soumis et maniables à souhait.

L'affaire Campostal a démontré tout cela d'une manière éclatante et personne ne peut le nier, pas même la bourgeoisie locale qui, durant toute cette affaire s'est opposée aux forces progressistes.

Encore des hôtels incendiés

HALTE AUX ATTENTATS FASCISTES !

Dans un de nos numéros précédents, nous avions parlé de la série d'attentats commis depuis cet été contre des hôtels de travailleurs immigrés. Eh bien, la série continue. Dimanche, un incendie a éclaté dans la cage d'escalier d'un hôtel meublé, 55, rue de Provence à Paris 9e ; quelques instants après, un autre incendie était allumé dans les poubelles d'un autre hôtel situé dans le même arrondissement, 5, rue Joubert. Heureusement les pompiers ayant pu intervenir rapidement, il n'y a eu aucune victime. Lundi matin, un incendie a causé, pour la deuxième fois, des dégâts importants au siège du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP). Les auteurs de tous ces attentats n'ont jusqu'à présent jamais été inquiétés par la police bourgeoise, alors même qu'ils ont causé la mort de nombreux immigrés.

Il faut dénoncer cette impunité dont ils jouissent de la part du pouvoir. Il faut faire cesser ces crimes racistes !

COMMUNIQUE

Nous avons reçu le communiqué suivant auquel nous nous associons.

Le syndicat CFDT de l'Assistance publique proteste énergiquement contre l'intervention de la police qui a eu lieu le 28 octobre 1976 à 16 heures devant l'hôpital Saint-Vincent de Paul où des travailleurs hospitaliers manifestaient leur désapprobation à la visite de la reine d'Espagne dans un centre médico-social du quartier.

Au cours de cette intervention, 2 manifestants ont été blessés et deux autres ont été arrêtés et embarqués, menottes aux mains.

Aujourd'hui l'un d'entre eux est inculpé et maintenu injustement en prison.

Nous exigeons le libération immédiate de ce camarade.

Le tome 3 des œuvres complètes de Staline est paru aux Editions NBE. Il comporte des textes écrits entre mars et octobre 1917. Vous pouvez vous le procurer aux librairies :

— Les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville, Paris 20e

— La Force du Livre : 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon

broché : 32 F

relié : 42 F

Le PCF et l'école «libre»

Les écoles «libres» qu'elles soient confessionnelles ou non sont caractérisées outre leur recrutement parmi les enfants de la bourgeoisie par le caractère particulièremenet réactionnaire de leur enseignement et de leurs méthodes de discipline. Par ailleurs les employés souvent sous-payés y sont soumis à une répression féroce dès qu'ils essayent de s'organiser en section syndicale pour mener la lutte revendicative.

Face à cela quelle est la position des révisionnistes ?

Dans le Programme commun aussi bien que dans leur propre «Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire», eux qui sont si attachés au «service public» laissent entrevoir la possibilité d'une persistance de l'école «libre» à condition qu'elle soit financée par les seuls «fonds privés» et ne reçoive pas de subventions de l'État. Pour ne pas se mettre complètement à dos les employés de ces établissements le «Programme commun» déclare qu'ils feront alors «l'objet d'un examen en vue de leur intégration éventuelle (dans l'Éducation nationale)».

Dans la pratique le PCF même plus que le PS, se montre particulièrement prudent et nuancé par rapport à l'enseignement «libre». C'est ainsi qu'à propos des écoles religieuses pourtant ultra-réactionnaires M. Perche, directeur de la revue révisionniste, «L'école et la nation» a déclare à Nantes : «S'agissant de l'enseignement confessionnel, nous sommes en présence d'une situation héritée de l'histoir. Nous rejetons toute mesure de caractère autoritaire ou coercitif, toute décision unilatérale. Le gouvernement démocratique devra entreprendre, à partir de la situation existante, un dialogue constructif avec les familles qui y envoient leurs enfants, les enseignants, les représentants de l'Eglise qui en ont la responsabilité». Comme on le voit la stratégie de conquête des voix de la bourgeoisie amène le PCF non seulement à ménager l'école «libre» mais à demander le dialogue avec certaines des couches sociales les plus réactionnaires de notre société.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 — La Source

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

A propos du 40e anniversaire de la mort de Lou Sin

Parution d'Essais choisis

LOU SIN, UN REVOLUTIONNAIRE ET UN ECRIVAIN

Le 19 octobre dernier marquait le 40e anniversaire de la mort de l'écrivain chinois Lou Sin. Ses nouvelles commencent à être connues en France (voir bibliographie). A partir de 1925, Lou Sin n'écrit plus de nouvelles, et la majeure partie de son œuvre est composée d'essais : articles, pamphlets, conférences, lettres ouvertes. Cet aspect de l'œuvre de Lou Sin était moins connue du public français : deux tomes d'*«essais choisis»*, parus récemment dans la collection 10/18, aident à combler cette lacune.

Le fait que lou Sin ait abandonné la création littéraire proprement dite et la description de la misère sociale et économique de l'ancienne société, n'est pas fortuit. L'essai lui parait alors, à l'époque des grandes luttes du peuple chinois contre l'oppression féodale, coloniale et impérialiste, une arme de combat plus efficace. La nature de la littérature à l'époque révolutionnaire, son rôle second et au service de la révolution, est un thème important des Essais. «L'écrivain révolutionnaire doit d'abord être un révolutionnaire». Ceci amène Lou Sin à définir les axes d'une littérature prolétarienne, ainsi que son rapport dialectique à la propagande politique.

L'œuvre de Lou Sin est un combat contre le féodalisme et la tradition qui imprégnaient la société chinoise contre la répression qu'exerçaient les impérialistes et leurs laquais chinois sur le peuple. En même temps, Lou Sin participe, aux côtés des communistes, à l'organisation des forces nouvelles. Il dirige la Ligue des écrivains de gauche, fondée en 1930.

Appliquant la politique de Mao Tsé-toung sur le Front uni contre l'envahisseur japonais, Lou Sin définit les tâches de la littérature des masses sous la direction du prolétariat, démasquant ainsi la ligne révisionniste au sein du Parti communiste chinois qui prônait, elle, une littérature de défense nationale opportuniste sans direction prolétarienne. Sans être au Parti, Lou Sin a consacré toute la fin de sa vie à déceler et mener cette lutte de ligne, qui d'ailleurs devait se poursuivre jusqu'à la Révolution culturelle.

Tels sont les principaux thèmes qu'éclaire la lecture des *«Essais choisis»*. Une très bonne présentation et des notes de D. Hamiche soulignent le lien entre l'œuvre, la vie de Lou Sin et la ligne révolutionnaire définie par Mao Tsé-toung et permettent de comprendre en quoi Lou Sin est «le commandant en chef de la Révolution culturelle chinoise».

«De plus en plus nombreux, pour reprendre la fin de l'introduction de D. Hamiche, *sont les universitaires amis de la Chine et les marxistes-léninistes qui se lancent dans la lecture, l'étude et la production de textes sur le grand écrivain communiste. Et ce mouvement ira, à coup sûr, en se développant et en s'approfondissant. Sachons néanmoins, sous peine de ne faire que de l'archéologie, lier notre travail sur Lou Sin, à notre lutte sur le front culturel, en France, aujourd'hui. C'est encore le meilleur hommage que nous puissions rendre au communiste Lou Sin.»*

Pour illustrer cet article, nous publions ci-dessous un essai extrait du volume 2 des *«Essais choisis»*.

Un essai de Lou Sin

DE L'EMANCIPATION DE LA FEMME

Confucius disait : *«Seuls la femme et le petit peuple sont difficiles à entretenir. Autorisez-les à vous aborder, ils se montreront peu respectueux. Tenez-les à distance, ils se plaindront»* (1). Ici la femme et le petit peuple sont mis sur le même pied, mais on ignore si la mère du sage y figure. Bien que plus tard, les confucéens orthodoxes aient toujours fait montre, à l'égard de leur mère, d'un simulacre de respect, les mères, en Chine, sont toujours regardées de haut par tous les hommes, leur fils excepté.

Après la Révolution de 1911 (2), afin d'avoir sa part des droits politiques, la célèbre demoiselle Chen Pei-Tchen (3) renversa d'un coup de pied un garde planté à l'entrée du parlement. Seulement je suspecte fort le planton d'être tombé volontairement : si un homme lui avait donné un coup de pied, il l'aurait certainement payé de retour, et avec intérêts. Mais ceci est un des avantages d'être femme.

En outre, certaines dames mariées peuvent aujourd'hui poser pour les photographes aux côtés de leur mari ploutocrate, sur les quais ou dans des salles de conférence, ou, à l'occasion du lancement d'un navire ou du premier vol d'un avion, s'avancer pour briser une bouteille de vin. (Il s'agit peut-être d'un privilège des demoiselles : je ne suis pas au courant des détails.) C'est là un autre avantage d'être femme. D'ailleurs on compte une foule de professions nouvelles. Outre la femme-manœuvre, dont la docilité et le bas salaire sont chers aux patrons, dans les autres cas, et quoiqu'elles soient dépeintes comme des fleurs décoratives, nous lisons souvent des publicités honorables du genre «Vous êtes servis par un personnel exclusivement féminin» ; c'est sans nul doute une preuve d'égard à leur sexe. Si l'homme aspire à des sommets aussi enivrants, il ne saurait compter sur le seul fait d'être un mâle pour l'y conduire, il devra, pour le moins, acquérir quelque chose du chien.

Tels sont les progrès réalisés depuis le Mouvement du 4 Mai (4) et le déclenchement de la campagne pour l'émancipation féminine. Mais nous entendons souvent les lamentations amères des femmes qui exercent une profession et les sarcasmes tenus par les critiques contre la femme nouvelle. En quittant leur boudoir pour la société, elles défraient les moqueries et les commentaires de tous.

Cela découle du fait que, même dans la société, la femme est toujours «entretenue» par les autres. Si d'autres vous «entretiennent», vous devez vous résigner à subir leurs bougonneries et même leurs insultes. Nous avons vu comment Confucius bougonnait, et nous savons que c'était parce qu'il trouvait les femmes «difficiles» à «entretenir» ; il ne convenait ni de les «autoriser à vous aborder» ni de les «tenir à distance». Ce sont aussi les récriminations de la plupart des chauvinistes mâles de nos jours. Et ce sont les doléances de la plupart des femmes. Ces récriminations et ces doléances ne disparaîtront pas avant la suppression de la ligne de démarcation entre les «entreteneurs» et les «entretenues».

Dans une société non réformée, tout ce qui se prétend nouveau n'est qu'une façade. Rien n'a réellement changé. Posez au bout d'une perche un oiseau jusqu'ici enfermé dans une cage, il semble que son statut ait changé ; mais en réalité, il reste un jouet et demeure à la merci des autres. C'est ce que signifie le proverbe : «Acceptez un repas, et acceptez le diktat.» Aussi, jusqu'à ce que toutes les femmes obtiennent les mêmes droits économiques que les hommes, je considère tous les beaux titres ronflants comme des paroles creuses. Certes, il existe des différences biologiques et psychologiques entre les hommes et les femmes, tout comme il en existe aussi entre des personnes du même sexe, mais leurs statuts doivent être les mêmes. Lorsque leurs statuts seront égaux, et alors seulement, nous aurons l'homme et la femme au plein sens du mot, et nous verrons s'évanouir les récriminations et les doléances.

Avant la vraie émancipation, ce sera le combat. Je n'entends cependant pas par là que les femmes doivent prendre les armes à l'instar de leurs partenaires masculins, ou allaiter leur bébé avec un seul sein, en se déchargeant sur l'homme de la seconde moitié de leur responsabilité. Ce que je voulais dire, c'est qu'elles ne doivent pas se contenter de la situation actuelle et temporaire, mais au contraire, lutter inlassablement pour la libération idéologique, économique et dans tous les autres domaines. Elles obtiendront leur émancipation en même temps que celle de la société tout entière. Naturellement, il est néanmoins nécessaire de livrer bataille contre les chaînes présentes qui sont exclusivement réservées aux femmes.

Je ne me suis jamais penché sur les problèmes de la femme ; obligé de traiter ce sujet, je n'avais que ces mots creux à dire.

le 21 octobre 1933.

NOTES

1. Citation des *Louen-yu*. Les dogmes de Confucius (551—479 av. J.-C.) défendaient les intérêts des propriétaires d'esclaves.

2. Révolution démocratique bourgeoise qui a emporté la dynastie des Tsing.

3. Née à Hang-tcheou. Elle organisa, lors de la Révolution de 1911, un corps féminin pour l'Expédition du Nord. Elle devint plus tard conseillère de Yuan Che-kai.

4. Mouvement révolutionnaire lancé le 4 mai 1919, contre l'impérialisme et le féodalisme.

Bibliographie

— *Nouvelles choisies de Lou Sin*, Editions en langues étrangères de Pékin, 1974 (8,20 F broché, 9,40 F relié

— *La véritable histoire de Ah Q*, Editions en langues étrangères de Pékin, 1973 (3,50 F)

— *Un combattant comme ça*, textes traduits et présentés par Michelle Loi, Editions du Centenaire, 1973 (épuisé)

— *Lou Sin : Essais choisis* (traduits par Liliane Princet à partir de l'édition anglaise de Pékin, présentés par D. Hamiche) 2 volumes 10/18, 1976 (16 F le volume)

En outre, on trouve des traductions de Lou Sin et des articles sur Lou Sin dans la revue chinoise (en français) *Littérature chinoise*, en particulier dans les numéros suivants : 4/71, 1 et 4/72, 3/73, 2/74, 2 et 4/75, 3/76 (1,70 F l'exemplaire)

l'Humanité Rouge

Le PS contre le syndicat Paysans-Travailleurs

Echec d'une année de manœuvres secrètes

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de révéler à tous ces syndicalistes paysans honnêtes, et sincèrement désireux d'édifier en France un syndicat agricole de «classe et de masse», les méthodes sournoises employées, ainsi que les objectifs poursuivis par le Parti.

Des méthodes sournoises et réactionnaires

Les militants et responsables syndicaux, notamment de «Paysans-travailleurs» qui connaissent deja les faits ont pu apprécier à leur juste valeur la nature de classe des agissements de ceux qui ont manœuvré pour le compte de cette «entreprise» du PS.

Par rapport au syndicat «Paysans-travailleurs», la manœuvre a pris deux formes : tentative de le récupérer entièrement, et maintenant tentative de le liquider.

La tentative de le récupérer s'est faite de l'intérieur principalement, et elle avait commencé depuis plus d'un an.

Pour cela, ce parti comptait sur une poignée d'éléments opportunistes issus de la paysannerie moyenne aisée.

Ceux-ci s'attachaient à «travailler» au niveau de certains départements et quelques-uns parvenaient même à des postes de responsabilité au niveau national.

Pour parvenir à leur fin, ils devaient s'appuyer sur des insuffisances de «Paysans-travailleurs», et proposaient comme seule solution à leur élimination l'union avec d'autres syndicats, et finalement la mise de «Paysans-travailleurs» sous la houlette de l'Union de la gauche.

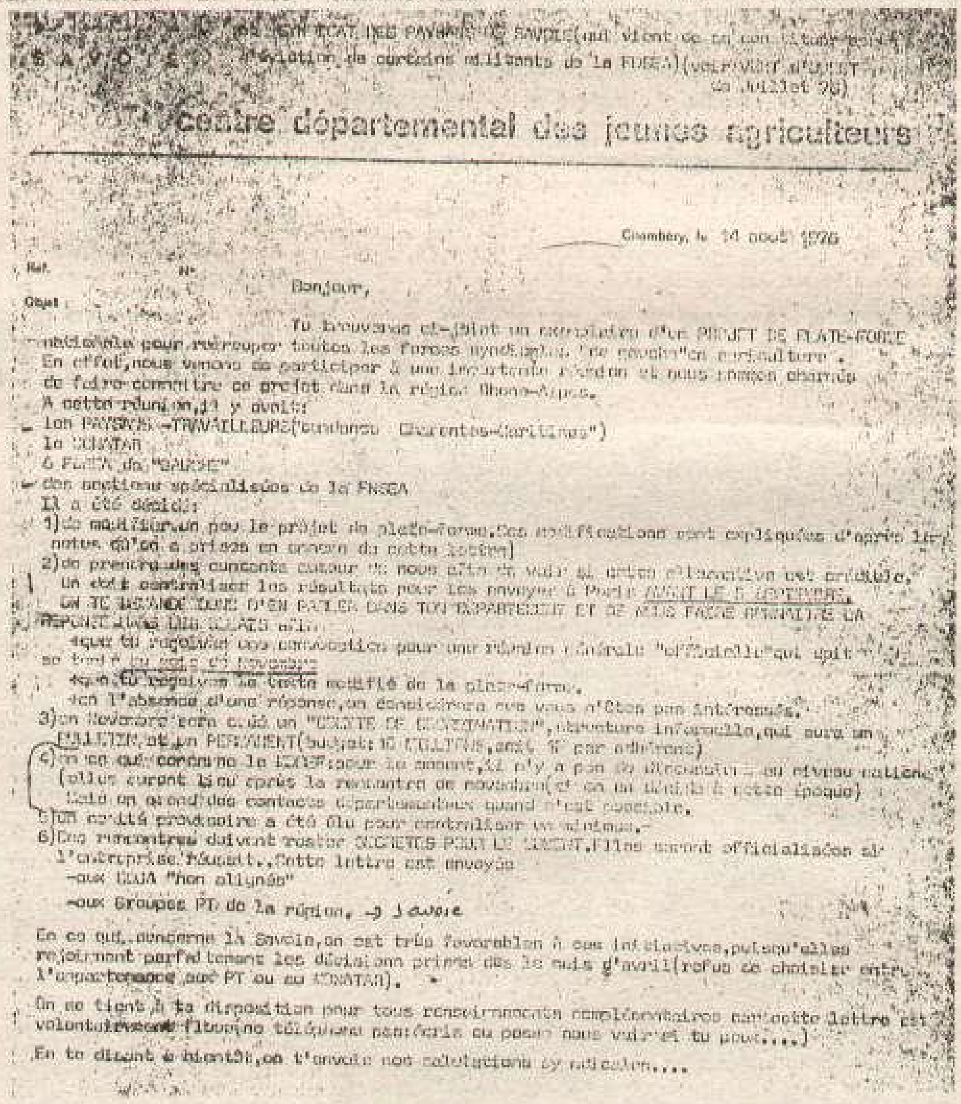
Ainsi, en janvier dernier, lors des journées de Poissy, assisses nationales de «Paysans-travailleurs», les Charentes-Maritimes, totalement acquis par ces individus, devait essayer d'imposer sa ligne en profitant de la confusion générale. Mais la manœuvre échoua.

C'est alors que les tenants de l'Union de la gauche ayant acquis des appuis à l'extérieur agirent autrement , en coulisse, pour saper le syndicat, et essayer de le forcer à prendre position pour un rassemblement des syndicats agricoles dits de «gauche». Dans le secret, ils prirent contact ici et là, en profitant de leurs connaissances dans telle ou telle région, et en bénéficiant de la connaissance de certains fichiers. Ils envoyèrent lettres et documents en faveur de ce «rassemblement» et firent des propositions dans le dos de l'ensemble des militants de «Paysans-travailleurs».

Ainsi, un individu profitant de responsabilités nationales à «Paysans-travailleurs» devait parmi d'autres agissements prendre contact avec un responsable du CDJA de Haute-Savoie – proche de «Paysans-travailleurs». Il devait en sortir une lettre en son nom, engageant le CDJA comme acquis à ce «rassemblement» ; cela dans le but de se servir de ce nom pour faire pression sur des militants «Paysans-travailleurs» de différentes régions en leur faisant croire que cette «entreprise» bénéficiait d'un large soutien. (Voir notre document : la lettre faite au nom du CDJA par ces individus).

D'un autre côté, voyant la résistance à leur entreprise, au niveau même de la direction du syndicat «Paysans-travailleurs», deux représentants notamment celui des Charentes-Maritimes – démissionnaient de leur poste. Les Charentes-Maritimes quittèrent «Paysans-travailleurs» au cours de l'été dernier, et commencèrent eux aussi leurs manœuvres en secret auprès de militants ou de responsables qu'ils connaissaient, ou dont ils avaient pu se procurer l'adresse. Ils envoyèrent ainsi une lettre où ils semaient le pessimisme sur l'avenir de «Paysans-travailleurs» en s'intitulant eux-mêmes une prétendue «coordination Paysans-travailleurs pour un syndicat de classe et de masse». Dans cette lettre, ils faisaient mine de regretter *«cette forme d'expression»*, et concluaient en *«jetant un cri d'alarme au sujet de la situation de «Paysans-travailleurs» où il faut se hâter d'y voir clair»*, et juraient tous les dieux que ce qu'ils tramaient n'était *«pas un acte de division, mais une contribution au débat» (...)* «afin de débloquer la paralysie actuelle».

Jeter le trouble et le défaitisme dans les rangs de «Paysans-travailleurs», pensaient-ils, allait leur permettre de faire passer facilement leur unique proposition consistant à mettre en avant la création d'une «coordination» ou d'un syndicat agricole servant les objectifs de l'Union de la gauche. C'est ce qu'indiquait la lettre-programme des Charentes-Maritimes, où il était souligné l'importance pour ce nouveau syndicat de répondre et de formuler les *«tâches d'un gouvernement du PC et du PS»* C'est ce que ces gens là appelent *«le débouché politique de nos luttes»*.


SYNDICAT DES PAYSANS DE SAVOIE (qui vient de [illegible] [illegible] de certains militants de la FDSEA) (voir [illegible] de juillet 76)

Centre départemental des jeunes agriculteurs

Chambéry, le 14 août 1976

Réf. N°

Objet :

Bonjour,

Tu trouveras ci-joint un exemplaire d'un PROJET DE PLATE-FORME nationale pour regrouper toutes les forces syndicales "de gauche" en agriculture.

En effet, nous venons de participer à une importante réunion et nous sommes chargés de faire connaître ce projet dans la région Rhone-Alpes.

A cette réunion, il y avait :
- les PAYSANS-TRAVAILLEURS (tendance "Charentes-Maritimes")
- le [illegible]
- 6 FDSEA de "GAUCHE"
- des sections spécialisées de la FNSEA

Il a été décidé :

1) de modifier un peu le projet de plate-forme. Ces modifications sont expliquées d'après les notes qu'on a prises en [illegible] de cette lettre)

2) de prendre des contacts autour de nous afin de voir si cette [illegible] est crédible. On doit centraliser les résultats pour les envoyer à Paris AVANT LE 5 SEPTEMBRE. ON TE DEMANDE DONC D'EN PARLER DANS TON DEPARTEMENT ET DE NOUS FAIRE CONNAITRE LA REPONSE [illegible] afin :
- que tu reçoives une convocation pour une réunion générale "officielle" qui doit se tenir au mois de Novembre
- que tu reçoives le texte modifié de la plate-forme.
- en l'absence d'une réponse, on considérera que vous n'êtes pas intéressés.

3) en Novembre sera créé un "COMITE DE COORDINATION", structure informelle, qui aura un BULLETIN et un PERMANENT (budget: 10 MILLIONS, [illegible] par adhérent)

4) en ce qui concerne le [illegible] : pour le moment, il n'y a pas de discussion au niveau national (elles auront lieu après la rencontre de novembre (et on [illegible] à cette époque) mais on prend des contacts départementaux quand c'est possible.

5) Un comité provisoire a été élu pour centraliser [illegible]

6) Ces rencontres doivent rester SECRETES POUR LE MOMENT. Elles seront officialisées si l'entreprise réussit. Cette lettre est envoyée
- aux CDJA "non alignés"
- aux Groupes PT de la région, → Savoie

En ce qui concerne la Savoie, on est très favorables à ces initiatives, puisqu'elles rejoignent parfaitement les décisions prises dès le mois d'avril (refus de choisir entre l'appartenance aux PT ou au [illegible]).

On se tient à ta disposition pour tous renseignements complémentaires (car cette lettre est volontairement [illegible] téléphone [illegible] ou passe nous voir et tu peux...)

En te disant à bientôt, on t'envoie nos salutations syndicales...

Cet objectif, le «projet de plate-forme» de ce «comité de coordination» des syndicats agricoles de l'Union de la gauche le montre clairement et confirme le document des «Charentes-Maritimes» On peut ainsi y lire en conclusion que le nouveau *«mouvement doit intéresser ses adhérents aux échéances et aux débats politiques du moment, et dialoguer avec les organisations politiques qui se réclament des travailleurs»*. Autrement dit, le syndicat qui ne veut pas dire honnêtement dans sa plate-forme sa soumission aux objectifs du Programme commun, a pour principale préoccupation la venue au pouvoir de l'Union de la gauche. Et pour les militants syndicaux, qui n'en seraient pas convaincus, nous les invitons à se reporter à cette «plate-forme». Ils pourront y lire clairement que l'ensemble des propositions qui y sont inscrites ne sont à envisager que *«dans le cadre d'une nouvelle politique agricole»* et que cette «nouvelle politique» n'est autre que celle contenue dans les quatre pages du Programme commun consacrées à ces questions.

Un objectif : soutenir un secteur de la bourgeoisie contre l'autre

Sur le plan du syndicalisme agricole, les forces contrôlées au sommet par l'Union de la gauche et par le PS en particulier sont dispersées. Pour jouer un rôle au niveau des prochaines élections, et pour éventuellement faire appliquer leur politique agricole, si l'Union de la gauche parvient au gouvernement, un regroupement de ces forces était nécessaire. C'est pour cela que le PS opère sous son contrôle ce regroupement qui devrait être rendu public le 19 novembre prochain.

Or le Programme commun est tout le contraire d'un programme socialiste, cela de plus en plus nombreux sont les travailleurs des villes et des campagnes qui en sont convaincus. C'est un programme d'un secteur de la bourgeoisie, un programme qui vise inévitablement au renforcement du capitalisme monopoliste d'État dans notre pays.

Vu sous cet angle, la démagogie du «projet de plate-forme» apparait sans borne. Les propositions alléchantes y sont en effet nombreuses et concernent les intérêts des petits et moyens paysans. On y parle ainsi de rétablir la «priorité du travail sur le capital», «la rémunération normale de ce travail», «de revenu garanti», de «la terre, outil de travail et non de spéculation», d'«économie agricole organisée et planifiée», etc. Seulement ce que l'on se garde bien de dire et qu'on fait semblant d'oublier, c'est que ces promesses sont liées à la venue d'un gouvernement «d'Union de la gauche» et que les partis qui la composent, tous autant qu'ils sont, n'ont pas le moins du monde, l'intention de détruire le capitalisme et l'État capitaliste qui sont à la source même de l'exploitation et du pillage de la paysannerie travailleuse, de son maintien et de son renforcement.

En fait de «nouvelle politique agricole», ce que proposent les instigateurs de ce syndicat, n'est autre qu'une nouvelle politique capitaliste à la campagne.

Cette «nouvelle politique agricole» est tout autant inacceptable pour les militants syndicalistes paysans que la politique monopoliste actuelle. En aucun cas, cette voie proposée pour un syndicat agricole «large et unitaire» ne saurait être la bonne.

Pour un véritable syndicat paysan de classe et de masse

Les ennemis d'un véritable syndicat paysan de classe et de masse, qui soit véritablement indépendant de la bourgeoisie, ne peuvent agir que dans les coulisses, en «secret», et à mots couverts. Cela montre bien la nature de classe bourgeoise des buts et objectifs politiques qu'ils poursuivent.

Notre position, nous n'avons pas peur de la dire franchement à tous. Nous n'avons rien à cacher et nous n'agissons pas en coulisses.

La classe ouvrière révolutionnaire et son parti de classe souhaitent et agissent pour la construction dans notre pays d'un syndicat paysan véritablement de classe et de masse, qui soit indépendant des partis de la bourgeoisie.

Nous pensons que dans un certain nombre de régions de notre pays, le syndicat «Paysans-travailleurs» a apporté une contribution à la construction d'un tel syndicat. Cependant, lié au sabotage de l'Union de la gauche, ce syndicat se trouve aujourd'hui à un tournant.

La voie proposée par l'Union de la gauche et sa «coordination» est une impasse ; elle aboutit à faire du syndicat un organe de l'appareil politique servant la venue au pouvoir de la bourgeoisie d'opposition dite «de gauche».

L'autre voie est celle qui consiste à prendre pour axe la lutte de classe à la campagne, à s'appuyer sur les plus pauvres des paysans – les petits fermiers, petits métayers et petits propriétaires – sans négliger la défense des intérêts immédiats des paysans moyens des couches exploitées ; cette voie consiste également à développer la solidarité et l'union de classe entre ces couches paysannes exploitées et la classe ouvrière, à la base et pour l'action de classe.

Nous n'avons pas l'intention de nous substituer au syndicat, encore moins à ses militants, qui ont leurs propres responsabilités en ce qui concerne l'édification d'un syndicat paysan de classe. Nous n'avons pas le moins du monde pour objectif le «contrôle» d'un tel syndicat. Nous avons fait ces révélations dans le seul but de soutenir dans leur action, tous les militants paysans syndicalistes contribuant à l'édification d'un tel syndicat, et rejetant les méthodes et les objectifs politiques poursuivis par les partis désireux de mettre en place des organisations leur permettant d'appliquer leur ligne politique réactionnaire.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976